

**ARRÊTÉ COMPLÉMENTAIRE RELATIF AU SUIVI POST-EXPLOITATION DE
L'INSTALLATION DE STOCKAGE DE DÉCHETS NON DANGEREUX
DE BUCY-SAINT-LIPHARD PAR LA SOCIÉTÉ SETRAD**

**La préfète du Loiret
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, en particulier le titre VIII du livre I, les titres I et IV du livre V ;

Vu le décret du 13 juillet 2023 nommant Madame Sophie BROCAS, préfète de la région Centre – Val de Loire, préfète du Loiret ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;

Vu l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2012 instituant des servitudes d'utilité publique autour du centre de stockage de déchets exploité par la société SETRAD à Bucy-Saint-Liphard ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 portant autorisation d'exploiter un centre de stockage de déchets non dangereux par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits "Le bois d'Herbault" et "Terres d'Escures" ;

Vu l'arrêté préfectoral du 7 mars 2017 imposant des prescriptions complémentaires pour l'exploitation des casiers en mode bioréacteur, la valorisation du biogaz et le traitement des lixiviats produits par le centre de stockage de déchets non dangereux exploité par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits "Le bois d'Herbault" et "Terres d'Escures" ;

Vu l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2021 autorisant la prolongation de la durée d'exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux exploitée par la société SETRAD sur le territoire de la commune de Bucy-Saint-Liphard aux lieux-dits « Le bois de l'Herbault » et « Terres d'Escures » ;

Vu l'arrêté préfectoral du 17 mars 2025 portant délégation de signature à Monsieur Nicolas HONORE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

Vu le dossier du 6 janvier 2022 relatif au programme de couverture des casiers A9 et A10 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bucy-Saint-Liphard transmis par la société SETRAD ;

Vu le dossier du 23 janvier 2023 relatif au programme de renforcement des casiers A1 et A2 et au programme de couverture des casiers S1, S2 et S3 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bucy-Saint-Liphard transmis par la société SETRAD ;

Vu le dossier du 14 mars 2024 relatif au programme de couverture des casiers S4, S5 et S6 de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bucy-Saint-Liphard transmis par la société SETRAD ;

Vu le dossier du 5 mars 2024, complété le 4 septembre 2024 et le 13 décembre 2024, relatif au suivi post-exploitation de l'installation de stockage de déchets non dangereux de Bucy-Saint-Liphard transmis par la société SETRAD ;

Vu la lettre préfectorale du 12 juillet 2024 prenant acte de la date du 30 septembre 2024 comme début de la période de suivi post-exploitation des installations ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées et les propositions transmises le 20 mars 2025 ;

Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur par courrier du 8 avril 2025 ;

Vu l'absence d'observation formulée par l'exploitant par courriel du 5 mai 2025 ;

Considérant que le site a cessé l'activité de stockage de déchets non dangereux depuis le 16 janvier 2024 ;

Considérant que la période de suivi post-exploitation a débuté le 30 septembre 2024 ;

Considérant la nécessité de poursuivre la surveillance des milieux, de la qualité du biogaz, de la qualité des eaux souterraines, des lixiviats et des eaux de ruissellement rejetées au milieu naturel ;

Considérant que les modifications de surveillance des indicateurs environnementaux ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Considérant que les dispositions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié précité peuvent être adaptées si l'exploitant en fait la demande et démontre l'efficacité des dispositions qu'il prévoit ;

Considérant que la société SETRAD démontre, dans les dossiers transmis le 6 janvier 2022, le 23 janvier 2023 et le 14 mars 2024, l'efficacité des dispositions qu'elle prévoit pour les couvertures des casiers A9 et A10, S1 à S6 et pour le renforcement des couvertures des casiers A1 et A2 ;

Considérant que les mesures prises pour vérifier la mise en œuvre de bonnes pratiques relatives à la pose des géosynthétiques et au contrôle des épaisseurs sont satisfaisantes ;

Considérant qu'il convient d'adapter les prescriptions relatives aux couvertures des casiers A9 et A10, S1 à S6, au renforcement des couvertures des casiers A1 et A2, et aux conditions du suivi post-exploitation de l'installation ;

Considérant que les modifications de la gestion des eaux pluviales et des lixiviats ne présentent pas un caractère substantiel au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

ARRÊTE

Article 1 - La société SETRAD dont le siège social est situé à ZA Les Pierrelets 45380 CHAINGY est autorisée sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à assurer le suivi post-exploitation sur le territoire de la commune de Bucy Saint Liphard, aux lieux-dits "Le Bois de l'Herbault" et "Terres d'Escures", (coordonnées en Lambert 93 : X= 605 114 m et Y= 6 759 079 m) d'une installation de stockage de déchets non dangereux.

Article 2 - Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015. Les dispositions des arrêtés préfectoraux des 7 mars 2017 et 23 août 2021 sont abrogées.

Article 3 - L'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 est abrogé et remplacé par le présent article.

Rubrique	Intitulé	Régime
2760.2b	Installation de stockage de déchets, à l'exclusion des installations mentionnées à la rubrique 2720. installation de stockage de déchets non dangereux.	A

Article 4 - Le chapitre 1.3 (durée de l'autorisation) , le chapitre 1.4 (admission des déchets) à l'exception de l'article 1.4.10 (contrôle de la radioactivité), les articles 2.1.4 (équipements généraux); 2.1.8 (horaires de fonctionnement), 2.1.9 (aménagement de la zone d'enfouissement), 2.1.10 (fin des travaux d'aménagement), le chapitre 2.2 (exploitation des installations de stockage), les articles 2.7.3 (réexamen périodique des conditions d'exploiter), 2.7.4 (rapport de base), 7.5.7 (système d'aspersion des lixiviats en période de sécheresse) et 8.1.2 (récapitulatif de l'autosurveillance) de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogés.

Article 5 - Les dispositions du chapitre 2.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont complétées par les dispositions du présent article.

Au plus tard six mois après la mise en place de la couverture finale d'un casier, l'exploitant confirme l'exécution des travaux et transmet au préfet le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés.

Article 6 - La couverture finale des casiers A9 et A10 comprend du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité réalisée par la pose d'une géomembrane PEHD de 1,5 mm à la perméabilité de 1.10^{-14} m/s reposant sur une épaisseur de 50 cm de terres de perméabilité 5.10^{-9} m/s,
- une couche de drainage composée d'un géocomposite drainant de type enkadrain ou draitube. Ce dispositif est équivalent à la mise en œuvre de matériaux drainants tout en s'affranchissant des aléas de mise en œuvre de ce type de matériaux sur la membrane PEHD,
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur de 0,8 mètre sur laquelle il sera procédé au semi d'un mélange « prairie » constitué de trois espèces de graminées.

Dès la mise en place de la couverture finale, un contrôle de l'épaisseur de la couverture en terre et de l'épaisseur de terre au-dessus de la membrane est réalisé. Le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 7 - La couverture des casiers S1 à S6 comprend du bas vers le haut :

- une couche d'étanchéité réalisée par la pose d'une géomembrane PEHD de 1,5 mm à la perméabilité de 1.10^{-14} m/s reposant sur une épaisseur de 50 cm de terres de perméabilité 1.10^{-7} m/s,
- une couche de drainage composée d'un géocomposite drainant de type enkadrain ou draitube. Ce dispositif est équivalent à la mise en œuvre de matériaux drainants tout en s'affranchissant des aléas de mise en œuvre de ce type de matériaux sur la membrane PEHD,
- une couche de terre de revêtement d'une épaisseur de 0,8 mètre sur laquelle il sera procédé au semis d'un mélange « prairie » constitué de trois espèces de graminées.

Dès la mise en place de la couverture finale, un contrôle de l'épaisseur de la couverture en terre et de l'épaisseur de terre au-dessus de la membrane est réalisé. Le plan topographique de l'installation et un mémoire descriptif des travaux réalisés sont transmis à l'inspection des installations classées.

Article 8 - Les dispositions de l'article 4.3.5 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Les points de rejet du site doivent être différents et en nombre aussi réduit que possible.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur. Ils doivent être aménagés de manière à réduire autant que possible les perturbations apportées au milieu récepteur aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation du milieu à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent au(x) point(s) de rejet qui présente(nt) les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux sanitaires Eaux pluviales des voiries, bâtiments, zones naturelles non aménagées, couvertures finales, eaux de lavage des poids-lourds (BOM), eaux météoriques de l'alvéole de transfert des ordures ménagères, eaux pluviales de la plateforme de concassage
Exutoire du rejet	Réseau de fossés puis bassin de récupération de ces eaux (pluviales et sanitaires). Bassin d'un volume de 2700 m ³ situé au sud-ouest du site
Traitement avant rejet	Les eaux sanitaires sont traitées par une fosse septique et une infiltration par sable Les eaux de lavage des poids-lourds (BOM) et les eaux pluviales de la plateforme de

	concassage sont traitées par le déshuileur-débourbeur de 6 l/s: Les eaux pluviales des voiries, bâtiments, zones naturelles non aménagées, couvertures finales sont traitées par deux séparateurs d'hydrocarbures de capacité de traitement minimale de 52 l/s au total Contrôle au niveau du bassin d'un volume de 2700 m ³ situé au sud-ouest du site.
Milieu naturel récepteur	Bassin des Sources, Mauves de Montpipeau
Point de rejet interne à l'établissement	N°2
Nature des effluents	Lixiviats
Exutoire du rejet	Station d'épuration ou traitement sur le site SETRAD à Mézières Les Cléry
Traitement avant rejet	Bassin de stockage interne (B3)
Autres dispositions	Convention de rejet

Article 9 – Gestion des lixiviats

9.1 L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des systèmes de collecte, de stockage et de traitement des lixiviats. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Les résultats des contrôles réalisés sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

9.2 Les dispositions de l'article 4.4.1 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'installation comporte un bassin de stockage étanche des lixiviats correctement dimensionné (B3). Le bassin d'un volume de 1700 m³ est dédié au stockage des lixiviats avant leur expédition en station d'épuration ou avant réinjection dans le massif de déchets.

9.3 Les dispositions de l'article 4.4.2 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

La dilution et l'épandage des lixiviats sont strictement interdits.

Les lixiviats stockés dans le bassin B3 sont évacués par camions citernes vers une station d'épuration urbaine laquelle est apte à traiter les lixiviats dans de bonnes conditions et sans nuire à la dévolution des boues d'épuration. Une convention de rejet signée fixe les conditions d'évacuation des lixiviats. Les lixiviats peuvent être réinjectés dans le massif de déchets.

9.4 Les dispositions de l'article 4.4.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant met en place un programme de surveillance du contrôle de la qualité des lixiviats. Cette surveillance est réalisée en sortie du bassin B3. Les lixiviats respectent en sortie du bassin B3 les valeurs limites de rejets fixées dans la convention de rejet.

Le volume de lixiviats produits sur le site est relevé semestriellement.

La surveillance de la composition des lixiviats est effectuée semestriellement.

Les paramètres surveillés sont :

pH, DCO, DBO₅, MEST, COT, hydrocarbures totaux, chlorure, sulfate, ammonium, phosphore total, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), N total, CN libres, conductivité et phénols.

Aucun rejet au milieu naturel n'est autorisé sur le site. Les lixiviats peuvent être réinjectés dans les casiers qui ont été exploités en mode bioréacteur ou transférés sur l'installation de stockage de déchets non dangereux de Mézières Les Cléry qui est en post-exploitation pour y être traités ou évacués pour traitement en station d'épuration urbaine laquelle est apte à traiter les lixiviats.

Les bassins B1 (bassin de stockage des lixiviats bruts et aération) et B2 (prolongement de la réaction d'aération) sont comblés avec les matériaux issus de la valorisation des déchets inertes après avoir été vidés et leurs membranes retirées.

9.5 Les lixiviats ne peuvent être réinjectés que dans des casiers qui ont été exploités en mode bioréacteur.

L'exploitant tient à jour un registre sur lequel il reporte mensuellement les volumes de lixiviats réinjectés dans le massif de déchets, le relevé de la hauteur de lixiviats dans les puits de collecte et le bassin de collecte des lixiviats.

La surveillance de la composition des lixiviats est effectuée semestriellement.

Article 10 - Les dispositions de l'article 4.3.9 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Les eaux de ruissellement intérieures au site (eaux de voiries, des bâtiments, des zones naturelles non aménagées et des couvertures finales), non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets sont collectées via un système de fossés internes. Les eaux de voiries et des bâtiments rejoignent ce réseau de fossés internes après passage dans deux séparateurs d'hydrocarbures correctement dimensionnés au regard des surfaces imperméabilisées de ruissellement. Les séparateurs d'hydrocarbures ont une capacité de traitement minimale de 52 l/s au total.

Les eaux de ruissellement intérieures au site, non susceptibles d'être entrées en contact avec des déchets passent ensuite, avant rejet dans le milieu naturel, par un bassin de stockage étanche d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site dimensionné pour capter au moins les ruissellements consécutifs à un événement pluvieux de fréquence décennale et permettant une décantation et un contrôle de leur qualité.

Les eaux de lavage pour les poids-lourds (BOM) sont traitées par un déshuileur-débourbeur existant de 6l/s, puis tamponnées dans le bassin d'un volume de 425 m³, situé près de l'accueil, puis rejetées dans le fossé interne du site, puis dans le bassin d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site, avant rejet au milieu naturel.

Les eaux pluviales de la plateforme de concassage sont traitées par un déshuileur-débourbeur existant de 6l/s, puis rejetées dans le fossé interne du site, puis dans le bassin d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site, avant rejet dans le milieu naturel.

Les dispositions de l'article 4.3.11 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux du bassin de stockage des eaux de ruissellement du site d'un volume de 2700 m³ situé au sud-ouest du site.

Avant tout rejet dans le milieu naturel, et en tout état de cause avant d'atteindre le volume de remplissage de 2700 m³ dans le bassin, une analyse du pH et de la résistivité des eaux du bassin est effectuée.

En cas d'anomalie détectée sur ces paramètres (pH et résistivité), aucun rejet n'est effectué avant la réalisation d'une mesure des paramètres figurant dans le tableau ci-dessous et des coliformes totaux, fécaux, streptocoques, salmonelles. L'exploitant en informe immédiatement l'inspection des installations classées.

Le contrôle du volume des eaux de ruissellement est réalisé semestriellement.

Des analyses de la qualité des eaux du bassin sont réalisées en outre tous les semestres par un organisme qualifié sur les paramètres figurant dans le tableau ci-dessous.

Les prélèvements sont effectués dans le bassin situé le long du chemin communal, en amont du point de rejet au milieu naturel.

PARAMÈTRES	VALEUR LIMITE APPLICABLE
pH	Compris entre 5,5 et 8,5
Résistivité	/
Azote global	30 mg/l
Matières en suspension totale (MEST)	150 mg/l
Carbone organique total (COT)	70 mg/l
Demande chimique en oxygène (DCO)	300 mg/l
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	100 mg/l
Métaux totaux dont :	15 mg/l
Cr ⁶⁺	0,1 mg/l
Cd	0,2 mg/l
Pb	0,5 mg/l
Hg	0,05 mg/l
Cu	0,5 mg/l
Zn	2 mg/l
As	0,1 mg/l
Cyanures libres	0,1 mg/l
HAP totaux	0,05 mg/l
Hydrocarbures totaux	5 mg/l
Composés organiques halogénés (AOX)	1 mg/l
Nota : les métaux totaux sont la somme de la concentration en masse par litre des éléments suivants : Pb, Cu, Cr, Ni, Zn, Mn, Sn, Cd, Hg, Fe, Al	

Article 11 - Les dispositions du chapitre 4.6 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux du forage du Crot Larron situé au sud du centre de stockage. Les contrôles sont réalisés conformément au programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines tel que défini ci-après.

Les dispositions de l'article 4.7.2 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant met en place un programme de surveillance de la qualité des eaux souterraines. Le niveau des eaux souterraines est mesuré au moins deux fois par an, en périodes de hautes et basses eaux, pendant la période de suivi. Cette mesure devant permettre de déterminer le sens d'écoulement des eaux souterraines, elle doit se faire sur des points nivelés. La fréquence des analyses des eaux souterraines est semestrielle.

Le contrôle de la qualité des eaux souterraines est réalisé sur les ouvrages suivants : PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5 et du forage de la ferme Escure.

L'analyse des eaux souterraines porte sur les paramètres suivants :

- physico-chimiques : pH, potentiel d'oxydoréduction, résistivité, conductivité, métaux totaux (Pb+Cu+Cr+Ni+Mn+Cd+Hg+Fe+As+Zn+Sn), NO_2^- , NO_3^- , NH_4^+ , SO_4^{2-} , NTK, Cl^- , PO_4^{3-} , K^+ , Ca^{2+} , Mg^{2+} , DCO, MES, COT, AOX, PCB, HAP, BTEX,
- paramètre biologique : DBO₅,
- paramètres bactériologiques : escherichia coli, bactéries coliformes, entérocoques, salmonelles,
- autre paramètre : hauteur d'eau.

Tous les cinq ans, l'exploitant réalise une analyse de la radioactivité par spectrométrie gamma afin de contrôler le bruit de fond radiologique des radionucléides présents dans les eaux souterraines. Cette analyse est réalisée soit par un laboratoire agréé par l'Autorité de Sûreté Nucléaire et de Radioprotection.

Les prélèvements et analyses sont réalisés par un laboratoire agréé auprès du ministère chargé de l'environnement. Ce laboratoire est indépendant de l'exploitant.

Les résultats des analyses des eaux souterraines sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Toute dérive significative des résultats est signalée à l'inspection des installations classées.

En cas d'évolution significative de la qualité des eaux souterraines en aval de l'installation, l'exploitant procède au plus tard trois mois après le prélèvement précédent à de nouvelles mesures sur le paramètre en question.

En cas de confirmation du résultat, l'exploitant établit et met en oeuvre les mesures nécessaires pour identifier son origine et apporter les actions correctives nécessaires. Ces mesures sont communiquées à l'inspection des installations classées avant leur réalisation.

Article 12 – Gestion du biogaz

12.1 L'exploitant réalise, chaque mois, un contrôle du fonctionnement du réseau de collecte du biogaz. Il procède aux réglages éventuellement nécessaires à la mise en dépression de l'ensemble du réseau, compte tenu de l'évolution de la production de biogaz. Il dispose en permanence sur le site des moyens de contrôle portatifs permettant la mesure de la

dépression des puits de collecte de biogaz. Les résultats des contrôles précités sont tracés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

12.2 Les dispositions du premier paragraphe de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

L'exploitant procède semestriellement à la surveillance de la qualité du biogaz capté et de la pression atmosphérique en particulier en ce qui concerne la teneur en CH₄, CO₂, CO, O₂, H₂S et H₂.

12.3 L'exploitant établit un programme de contrôle et de maintenance préventive des installations de valorisation et de destruction du biogaz et des organes associés. Ce programme spécifie, pour chaque contrôle prévu, les critères qui permettent de considérer que le dispositif ou l'organe contrôlé est apte à remplir sa fonction, en situation d'exploitation normale, accidentelle ou incidentelle.

Le programme prévoit en particulier le contrôle de l'étanchéité des équipements, des capteurs et des outils ainsi que l'étalonnage des capteurs et des outils de mesure. Le délai entre deux vérifications d'un même dispositif est de 6 mois.

12.4 Le contrôle des installations de traitement du biogaz est réalisé à une fréquence semestrielle ainsi qu'il suit :

Équipements de valorisation et de destruction du biogaz : temps de fonctionnement, débit de biogaz traité (mesuré simultanément avec la température, la pression et la teneur en O₂).

12.5 Les dispositions des derniers paragraphes de l'article 3.2.5 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Les équipements de destruction du biogaz sont contrôlés par un laboratoire agréé annuellement ou après 4500 heures de fonctionnement si ces installations fonctionnent moins de 4500 heures par an. Ils sont conçus de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900°C pendant au moins 0,3 s. Ils sont munis des dispositifs de mesure en continu de cette température.

La qualité du gaz rejeté par les équipements d'élimination du biogaz n'excède pas :

- CO : 150 mg/Nm³

- SO₂ (si flux supérieur à 25 kg/h) : 300 mg/Nm³

Les résultats des analyses et le temps de fonctionnement des installations de destruction du biogaz sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité. Toute dérive des résultats est signalée à l'inspection des installations classées dans un délai d'un mois.

Les résultats de mesures sont rapportés aux conditions normales de température et de pression, c'est à dire 273 K, pour une pression de 103,3 kPa avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

Les émissions de SO₂, CO, HCl et HF font l'objet d'une campagne annuelle d'analyse par un organisme extérieur compétent.

12.6 La cartographie des émissions diffuses de méthane est réalisée tous les cinq ans.

12.7 L'exploitant établit un programme de détection et de réparation des fuites pour réduire les émissions fugitives de gaz. L'exploitant peut recourir à une méthode par reniflage, une méthode de détection des gaz par imagerie optique ou à toute autre méthode de détection.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel, accompagnés des informations sur les fuites détectées ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Article 13 - La clôture et la végétation présentes sur le site sont maintenues et entretenues. Le maintien du bon état et du fonctionnement des ouvrages (clôture, accès, réseaux de dégazage, réseaux lixiviats et bassins) est semestriel. L'entretien général des casiers (tonte et vérification de l'état de la couverture) est réalisé semestriellement.

Article 14 - Le dernier paragraphe de l'article 2.1.11 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 est abrogé et remplacé par les dispositions du présent article.

A minima, une fois par an, l'exploitant met à jour les relevés topographiques. Ces informations sont tenues à la disposition des installations classées et sont présentées dans le rapport annuel.

Article 15 – Suivi post-exploitation

Les dispositions des articles 2.4.1 et 2.4.3 de l'arrêté préfectoral du 11 décembre 2015 sont abrogées et remplacées par les dispositions du présent article.

Le suivi post-exploitation est constitué d'un programme d'une durée de 20 ans minimum à compter du 30 septembre 2024.

15.1 L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets pendant la période de suivi long terme. Ce programme comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement et des eaux souterraines selon les modalités définies dans le présent arrêté.

Les résultats des mesures sont transmis à l'inspection des installations classées chaque année, accompagnés des informations sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en oeuvre ou envisagées.

Tous les résultats de ces contrôles sont archivés par l'exploitant jusqu'à la fin de la période de surveillance des milieux.

Cinq ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation accompagné de ses commentaires. Sur cette base, l'exploitant peut proposer des travaux complémentaires de réaménagement final du casier.

Le cas échéant, le préfet notifie à l'exploitant son accord pour l'exécution des travaux. Sur la base du rapport de synthèse et de l'éventuelle proposition de travaux complémentaires, le préfet peut définir une modification du programme de suivi post-exploitation par arrêté complémentaire.

Dix ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant établit et transmet au préfet un rapport de synthèse des mesures réalisées dans le cadre du programme de suivi post-exploitation, accompagné de ses commentaires.

Vingt ans après le début de la période de post-exploitation, l'exploitant arrête les équipements de collecte et de traitement des effluents encore en place. Après une durée d'arrêt comprise entre six mois et deux ans, l'exploitant :

- mesure les émissions diffuses d'effluents gazeux,
- mesure la qualité des lixiviats,
- contrôle la stabilité fonctionnelle, notamment en cas d'utilisation d'une géomembrane.

L'exploitant adresse au préfet un rapport reprenant les résultats des mesures et contrôles réalisés et les compare à ceux obtenus lors des mesures réalisées avant la mise en exploitation de l'installation, aux hypothèses prises en compte dans l'étude d'impact, aux résultats des mesures effectuées durant la période de post-exploitation écoulée.

Sur la base du rapport mentionné à l'alinéa précédent, l'exploitant peut proposer au préfet de mettre fin à la période de post-exploitation ou de la prolonger. En cas de prolongement, il peut proposer des modifications à apporter aux équipements de gestion des effluents encore en place.

Pour demander la fin de la période de post-exploitation, l'exploitant transmet au préfet un rapport :

- démontrant le bon état du réaménagement final et notamment sa conformité à l'article 2 du présent arrêté,
- démontrant la maîtrise des impacts sur l'air et sur les eaux souterraines et superficielles,
- exposant un état des lieux des équipements existants, des équipements qu'il souhaite démanteler et des dispositifs de gestion passive des effluents mis en place.

Le préfet valide la fin de la période post-exploitation, sur la base du rapport transmis, par un arrêté préfectoral de fin de post-exploitation pris dans les formes prévues à l'article R.181-46 du code de l'environnement :

- prescrivant les mesures de surveillance des milieux prévues à l'article 15.2,
- levant l'obligation de la bande d'isolement,
- autorisant l'affectation de la zone réaménagée aux usages compatibles avec son réaménagement, sous condition de mise en place de servitudes d'utilité publique définissant les restrictions d'usage du sol.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la période de post-exploitation, la période de post-exploitation est prolongée de cinq ans.

15.2 La période de surveillance des milieux débute à la notification de l'arrêté préfectoral actant la fin de la période de post-exploitation et précisant les mesures de suivi de ces milieux. Elle dure cinq années.

À l'issue de cette période quinquennale, un rapport de surveillance est transmis au préfet et aux maires des communes concernées. Si les données de surveillance des milieux ne montrent pas de dégradation des paramètres contrôlés tant du point de vue de l'air que des eaux souterraines et, au vu des mesures de surveillance prescrites, en cas d'absence d'évolution d'impact au vu des mesures de surveillance prescrites, sans discontinuité des paramètres de suivi de ces milieux pendant cinq ans, le préfet prononce la levée de l'obligation des garanties financières et la fin des mesures de surveillance des milieux par arrêté préfectoral pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du code de l'environnement.

Si le rapport fourni par l'exploitant ne permet pas de valider la fin de la surveillance des milieux, la période de surveillance des milieux est reconduite pour cinq ans.

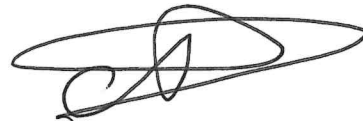
Article 16 - Dans l'attente de l'arrêté préfectoral prescrivant des servitudes d'utilité publique relatives à l'usage des terrains, aucune activité n'est admise sur le site, hormis l'exploitation de la base logistique pour la collecte des déchets et de la plateforme de valorisation de déchets inertes) ainsi que le suivi post-exploitation imposé par le présent arrêté et l'implantation éventuelle d'un parc photovoltaïque sous réserve d'études préalables comprenant des études géotechniques visant notamment à vérifier la portance sur le long terme du sol et du sous-sol, l'impact du projet sur la solidité des talus périphériques et l'écoulement des eaux de surface et la percolation ainsi qu'à déterminer la nature des fondations spéciales qui pourraient être nécessaires.

Article 17 - Conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État dans le Loiret pour une durée minimale de quatre mois.

Article 18 - Le secrétaire général de la préfecture du Loiret et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

FAIT À ORLÉANS, LE **11 JUIN 2025**

Pour la préfète et par délégation,
Le secrétaire général,



Nicolas HONORÉ

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L.181-17 du Code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée, selon les dispositions de l'article R.181-50 du Code de l'environnement, au Tribunal administratif, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLÉANS :

- Par le bénéficiaire, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ;
- Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter de la publication de la décision sur le site internet de la préfecture ou de l'affichage en mairie (s) de l'acte, dans les conditions prévues à l'article R.181-44 de ce même code. Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet www.telerecours.fr

Dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision pour le pétitionnaire ou de sa publication pour les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative, 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLÉANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à Mme la Ministre de la Transition écologique, de la Biodiversité, de la Forêt, de la Mer et de la Pêche - Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DÉFENSE CEDEX.

Dans ces deux cas, le silence de l'Administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.

Le cours du délai imparti pour l'introduction du recours contentieux est interrompu par l'exercice des recours administratifs, et ne recommence à courir que lorsqu'ils ont été rejetés.

Tout recours administratif ou contentieux contre la présente décision doit obligatoirement être notifié à son auteur ou à son bénéficiaire, dans les conditions prévues à l'article R.181-51 du Code de l'environnement, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

ANNEXES

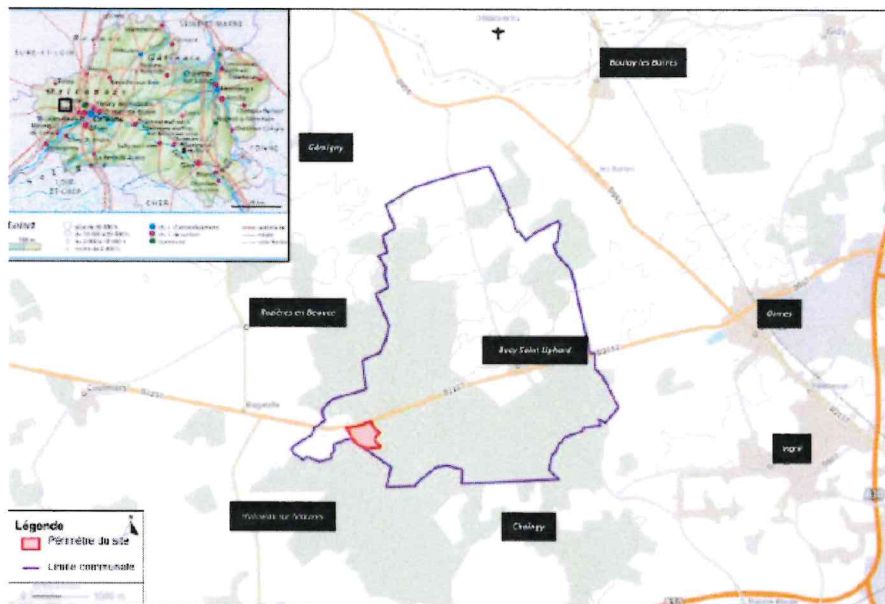


Figure 1 : Localisation géographique du site



Figure 6 : Configuration finale de l'alvéole sommitale

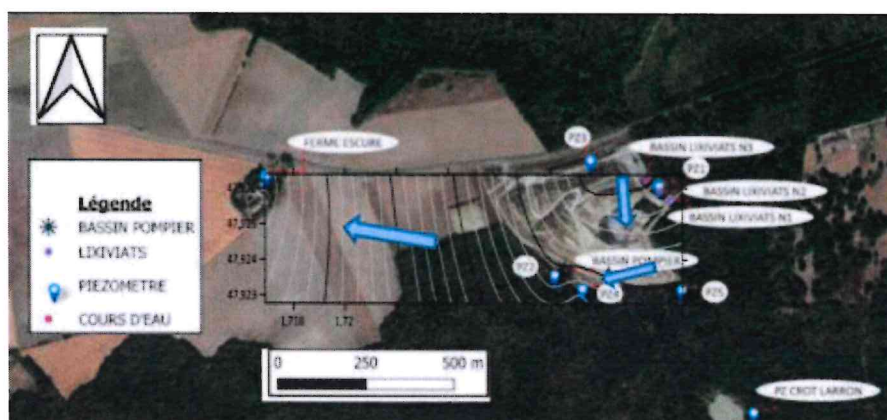


Figure 16 : Implantation des piézomètres en amont et aval de l'ISDND

